

Des enseignants « mastérisés »... A quel prix ?

Sarkozy et Darcos essaient d'imposer un mode de recrutement des enseignants des 1^{er} et 2nd degré qui recule le concours d'un an, balaye la formation au métier, supprime l'année de stage (et le salaire afférent), au nom d'une « harmonisation européenne » et d'une hypothétique revalorisation.

Qui peut croire que ce gouvernement aurait pour objectif, à travers la réforme dite de « mastérisation », de revaloriser le métier d'enseignant ou d'améliorer le service public d'éducation ?

Dans le domaine de l'Education, rompre aujourd'hui avec le projet « humaniste » français de l'après guerre est le projet de Sarkozy. Par des contre-réformes très régressives et des réductions budgétaires massives, il entreprend d'effacer les ressorts des réformes que le plan Langevin Vallon a inspirées depuis 1947, y compris en matière de recrutement et de formation des maîtres. Car le pari de la démocratisation de l'enseignement a imposé au fil des années un statut de fonctionnaire (garantissant la neutralité de l'enseignement), une harmonisation du recrutement et de la formation des enseignants 1^{er}/2nd degré au service d'une « même école pour tous » jusqu'à 16 ans, une professionnalisation intégrant les recherches en Sciences humaines aux connaissances disciplinaires pour une prise en compte des individus, une formation rémunérée sous statut de stagiaire (une exception en Europe). Autant d'obstacles pour une idéologie qui entend calquer le fonctionnement de l'Education Nationale sur celui d'une entreprise.

C'est la réforme LMD (créant le master) qui a ouvert la voie en 2002. Sous prétexte d'harmonisation européenne, la nouvelle organisation des diplômes accentuait la concurrence entre universités, consacrée ensuite par la loi LRU. C'est dans ce contexte que les IUFM ont été intégrés aux universités. Parallèlement, le cahier des charges de la formation était modifié, pour desserrer significativement le cadrage national et introduire un « référentiel de compétences » dans une nouvelle logique (européenne) d'évaluation des enseignants. Le processus est alors presque abouti.

En 2008-2009, les annonces se sont succédées, sans concertation, livrées au compte goutte par voie de presse ! Dès 2010, les étudiants seraient donc recrutés au cours de la 2^{ème} année de master (préparant simultanément diplôme et concours !), sans garantie pour les candidats de 2009 titulaires « seulement » d'une licence. Ils seraient en responsabilité à temps plein après le concours alors qu'en amont le nombre de semaines de « stages en responsabilité » avec suivi par des formateurs qualifiés serait considérablement réduit. Les épreuves du concours seraient restreintes et donneraient la prédominance à « l'aptitude à exercer le métier » et aux « valeurs et exigences du service public ». Tout ceci sans mesure financière pour les étudiants, sur fond de suppression de postes mis aux concours (-3000 !) et dans la précipitation, les universités étant sommées de remettre leurs maquettes de master à des dates qui ont reculé devant l'orga-

nisation du refus de les transmettre : décembre 2008, puis 15 février 2009 et maintenant 31 mars, date qui ne permet d'ailleurs plus de les évaluer sérieusement...

Devant la gravité de la situation, les universités et IUFM ont engagé un rapport de forces qui n'a cessé de se durcir au fil des mois : motions des CA d'université et CE d'IUFM, rétention des notes, gels des maquettes de master, manifestations, grèves et blocages d'établissements... Agrégée à la contestation du projet de réforme du statut des enseignants chercheurs, la mobilisation s'est radicalisée malgré les tentatives de Péresse et Darcos de diviser le front : « réécriture » du décret concernant les enseignants chercheurs à laquelle SGEN et UNSA se sont précipité, annonce d'un plan « mastérisation contre revalorisation » – à plusieurs vitesses, la revalo, au sein d'un même corps, entre les différents degrés...

Pétrole contre nourriture ?

Ces manœuvres ne masquent pas les dangers de cette réforme, notamment la casse des statuts. Car cette « mastérisation » modifie la logique du recrutement : jusqu'ici les enseignants étaient recrutés puis formés, désormais ils seraient formés et diplômés par les universités puis éventuellement recrutés par l'Etat... Dans un contexte politique de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, c'est la porte ouverte à la précarité.

Malgré les réticences corporatistes de ceux qui, jusque dans la FSU, ne voudraient pas voir échapper une chance de négocier une revalorisation même minimale et diviseuse, les demandes *a minima* de maintien des concours dans leur configuration actuelle pour 2010, s'amplifient.

Face à une réforme globalement contestée, la question du retrait est ouvertement posée dans les universités et les IUFM en lutte. C'est ce que porte la coordination nationale Formation des enseignants (rassemblant des formateurs et étudiants de la plupart des universités et IUFM, à laquelle participent SNESup, SNEP, SNUipp et UNSA, soutenue par la FCPE). ●

ANNE DUMAS



PHOTO : J. MAILFAUD